

Distr.
GÉNÉRALE

CES/AC.68/2000/13
8 février 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DE STATISTIQUE et
COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'EUROPE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
(OCDE)

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS
EUROPÉENS

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES (EUROSTAT)

Réunion commune CEE/Eurostat/OCDE
sur la comptabilité nationale
(Genève, 26-28 avril 2000)

GROUPE DE CANBERRA – MANUEL SUR LES STATISTIQUES RELATIVES AU CAPITAL SOCIAL

Communication sollicitée présentée par l'OCDE*

Historique

1. Le Groupe de Canberra a été créé à la demande de la Commission de statistique de l'ONU afin d'examiner les problèmes théoriques et pratiques qui concernent les statistiques relatives au capital social dans le contexte du SCN de 1993. À sa première réunion à Canberra en mars 1997, le groupe est convenu d'élaborer un projet de manuel sur les statistiques relatives au capital social. Ce manuel avait deux objectifs complémentaires : clarifier les questions conceptuelles concernant les stocks et les flux de capital fixe dans la comptabilité nationale, et donner des directives pratiques en vue de leur évaluation.

2. Un groupe directeur non officiel composé des représentants de l'OCDE et des bureaux de statistique d'Australie, des États-Unis (Bureau des statistiques du travail), de Singapour, d'Indonésie, des Pays-Bas, de Statistiques Canada et d'Afrique du Sud (Banque centrale) a été chargé d'établir les grandes lignes du manuel projeté et un ordre du jour pour la deuxième

* Rédigée par M. Derek Blades.

réunion du Groupe qui devait avoir lieu à Paris en septembre 1998. À cette réunion, l'OCDE a proposé d'élaborer une première version du manuel qui a été examinée à la troisième réunion du Groupe tenue à Washington en novembre 1999. L'OCDE achève actuellement le projet de manuel à l'aide de documents supplémentaires qui ont été établis par les États-Unis (Bureau des statistiques du travail et Bureau d'analyse économique), par la France et par Singapour. L'objectif est de disposer d'une version finale qui puisse être distribuée au Groupe avant le milieu de l'an 2000. L'OCDE se chargera de la publication du manuel.

3. La plupart des participants étaient issus des pays membres de la CEE-ONU et le secrétariat de la CEE a également présenté des documents sur les aspects aussi bien théoriques que pratiques du calcul du capital social. Mais le Groupe comportait également des statisticiens de pays non membres de la CEE parmi lesquels l'Afrique du Sud, l'Argentine, la Corée, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, le Mexique et Singapour. Le Groupe a invité cinq experts extérieurs à participer aux débats, à savoir M. Peter Hill (Royaume-Uni), M. Erwin Diewerts (Canada) et MM. Jack Triplett, Dale Jorgensen et Charles Hulten (États-Unis).

4. L'OCDE gère des pages sur son site Web où sont donnés les ordres du jour, les rapports de réunion et tous les documents qui ont été présentés aux trois réunions. L'Organisation a aussi créé un Forum électronique pour le Groupe de Canberra. Bien que l'accès à celui-ci soit protégé par un mot de passe, les demandes d'accès sont délivrées automatiquement. L'adresse <http://www.oecd.org/std/Nameet.htm> permet d'accéder aux pages concernant les réunions et aux informations proposées par le Forum électronique.

Points devant faire l'objet d'un débat

Sources de données

5. Malgré les déficiences bien connues de la méthode de l'inventaire permanent (MIP), elle restera, en raison de son faible coût et de la relative facilité de sa mise en œuvre, la méthode principale d'évaluation des statistiques relatives au capital social. Le manuel proposera, lorsque cela est faisable, qu'il soit aussi fait usage des données administratives, par exemple celles qui se rapportent aux véhicules routiers, aux aéronefs ou aux habitations, et que les pays envisagent des enquêtes périodiques concernant le capital social afin de disposer de données repères pour vérifier les évaluations fournies par la méthode MIP. Cette démarche, dite "démarche néerlandaise" qui est actuellement employée par les Pays-Bas, est décrite dans le manuel. Les enquêtes concernant la "balance du capital fixe" qui sont employées par de nombreux pays en transition y sont aussi décrites et citées comme étant une démarche potentiellement utile qui pourrait être employée en même temps que la méthode MIP.

Classements

6. La quantité d'informations prises en compte dans les évaluations du capital social dépend du degré de précision des données de base dont on dispose notamment en ce qui concerne les évaluations de la formation brute de capital fixe et la durée utile. Le manuel proposera comme objectif que les pays visent à différencier les types suivants d'actifs, de secteurs institutionnels et d'activités :

Types d'actifs : habitations, immeubles non résidentiels, autres constructions et ouvrages (y compris les aménagements fonciers); matériel de transport, autres machines et matériel, actifs cultivés, actifs incorporels.

Types de secteurs institutionnels : sociétés non financières, sociétés financières, administrations centrales, administrations locales, caisses de sécurité sociale, ménages, institutions sans but lucratif au service des ménages.

Types d'activités :

Catégories de classement selon la Classification internationale type, par industrie	Description
A + B	Agriculture, chasse, sylviculture et pêche
C	Activités extractives
D	Activités de fabrication, quatre ou cinq activités importantes étant recensées individuellement
E	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau
F	Construction
G + H	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de biens domestiques, hôtels et restaurants
I	Transports, entreposage et communications
J + K	Intermédiation financière, immobilier, locations et activités de services aux entreprises
L	Administration publique, défense et sécurité sociale
M, N + O	Éducation, santé et action sociale, autres activités de services collectifs, sociaux et personnels

Mesure du capital permettant d'analyser la productivité

7. Historiquement, dans les études sur la productivité, le capital était le plus couramment représenté par le stock de capital brut. Parfois, on employait la consommation ou le stock net de capital fixe et, occasionnellement, une certaine moyenne des stocks de capital net et brut.

8. Le manuel fait valoir qu'aucune de ces mesures n'est satisfaisante et il recommande d'employer la notion de **services tirés du capital**. Cette approche est conforme aux pratiques courantes aux États-Unis et à celles plus récentes de l'Australie. La notion de "services tirés du capital" qui a été formulée par Zvi Griliches, Dale Jorgensen et d'autres aux États-Unis.

9. Pour mesurer les services tirés du capital, il faut d'abord regrouper différentes générations d'un type particulier de capital fixe après avoir exprimé chaque génération en fonction d'"unités de rendement" types, puis totaliser les différents types d'actifs en les pondérant par le "coût du capital" correspondant à chaque type. Le coût du capital est égal à la somme de l'amortissement, du rendement du capital et des plus-values en capital.

Stock de capital brut

10. Le stock de capital net est une donnée nécessaire dans les bilans du SCN de 1993, mais le stock de capital **brut** n'y apparaît pas et, comme il est indiqué ci-dessus, le manuel recommandera de ne plus utiliser cette notion dans les études sur la productivité. Il traite donc le stock de capital brut comme une simple étape du calcul du stock de capital net, de la consommation de capital fixe et des services tirés du capital. Le stock de capital brut n'offre en soi aucun intérêt pour l'analyse.

Durée utile

11. Les évaluations de la durée utile sont un paramètre essentiel dans le calcul du capital social à l'aide de la méthode de l'inventaire permanent. Afin de guider les pays, le manuel indiquera les durées utiles actuellement utilisées dans quatre pays qui disposent de certaines données concrètes en ce qui concerne leurs évaluations de la durée utile. Ces pays sont les États-Unis, le Canada, les Pays-Bas et la République tchèque. D'autres pays de l'UE jugent-ils que leurs évaluations de la durée utile sont suffisamment bien fondées pour pouvoir figurer dans le manuel ?

12. Le manuel ne recommandera pas l'utilisation par tous les pays d'un ensemble de durées utiles normalisées. Il y est démontré que les périodes d'utilisation des mêmes types d'actifs sont réellement différentes d'un pays à l'autre.

Fonctions de mortalité

13. Les fonctions de mortalité décrivent le profil de mise au rebut des différents types d'actifs sur toute leur durée utile moyenne. Le manuel recommandera de ne pas employer la notion de "mise au rebut simultanée" (tous les actifs installés au cours d'une année donnée sont mis au rebut à l'expiration de leur durée utile). Il conviendrait d'adopter plutôt une fonction de mortalité en cloche. Trois distributions seront décrites : les lois Weibull, Winfrey et log-normale. L'une de ces lois doit-elle être retenue de préférence aux autres ? Doit-on tenir compte d'autres représentations possibles ?

Consommation de capital fixe

14. La plupart des pays calculent actuellement l'amortissement à l'aide soit d'une méthode géométrique soit d'une méthode linéaire. Dans la méthode géométrique, on utilise un **taux** d'amortissement constant, tandis que dans la méthode linéaire le **montant** est constant. Dans le manuel, il est démontré qu'une troisième méthode connue sous le nom de "méthode de l'amortissement proportionnel à l'ordre inverse des années" donne une meilleure approximation de la manière dont la plupart des actifs en capital perdent de leur valeur au fil des années. Cette méthode permet de calculer la consommation de capital au cours de l'année t à l'aide de la formule suivante :

$$COFC_t = K \left(\frac{T - t + 1}{(T)(T - 1) / 2} \right)$$

où $COFC_t$ représente la consommation de capital fixe au cours de l'année t ,

K la valeur initiale de l'actif,

T la durée utile de l'actif et $t = 1, 2, 3, \dots, T-1, T$.

Selon cette méthode, la consommation de capital fixe diminue de façon linéaire du début à la fin de la durée utile de l'actif

15. L'Office de statistique de l'Australie suit actuellement une démarche assez différente pour calculer la consommation de capital fixe. Il calcule directement la valeur nette des actifs au cours de leur durée de vie escomptée, et ensuite l'amortissement comme étant la différence entre des valeurs successives. Les valeurs nettes sont calculées à l'aide des coefficients âge-prix qui sont déterminés en fonction de la diminution supposée du rendement des actifs à mesure qu'ils vieillissent et d'un taux d'actualisation présumé. Le manuel recommandera cette démarche comme étant la meilleure, tout en reconnaissant que, pour des raisons d'économie, de nombreux pays continueront de suivre la méthode traditionnelle qui repose sur le calcul du stock de capital brut.

Méthodes utilisées dans quelques pays

16. Le manuel décrira un certain nombre de modèles MIP qui sont employés dans quelques pays pour évaluer le capital social, la consommation de capital fixe et, le cas échéant, les services tirés du capital. Singapour, la France, l'Australie et les États-Unis figureront probablement parmi ces pays. Pour les États-Unis, la nouvelle méthode BEA sera décrite. Celle-ci utilise un amortissement géométrique "infini" à l'aide de taux d'amortissement qui sont fondés sur des données concrètes concernant la diminution en fonction de l'âge du prix des équipements négociés sur les marchés de l'occasion.

Terminologie

17. Le Groupe de Canberra a examiné deux questions de terminologie, à savoir l'emploi de la notion de "stock de richesse" à la place de "stock net" et de la notion d'"amortissement" à la place de "consommation de capital fixe". Il a décidé de conserver l'expression "stock net", mais a considéré que la consommation de capital fixe telle qu'elle est définie dans le SCN est en fait identique à l'amortissement, dans le sens où ce terme est habituellement employé en économie. Le manuel recommandera donc que ces deux expressions soient utilisées comme synonymes.

18. Le Groupe a également décidé d'abandonner l'expression "de renouvellement" en parlant des prix qui sont utilisés pour déterminer la valeur des actifs aux fins de l'évaluation du stock de capital brut.
